

[Visualiser l'article](#)

L'œil de la sélection de fonds - comment se traduit l'instabilité politique en France dans les portefeuilles ?

Tous les mois, Citywire France prend le pouls des investisseurs sur une question centrale du marché.

Citywire France donne la parole aux sélectionneurs de fonds !

Chaque mois, la rédaction prend le pouls des investisseurs sur un sujet d'investissement, de macro ou d'actualité. Une question, plusieurs sélectionneurs de fonds, c'est l'œil de la sélection de fonds !

Alors que le gouvernement Lecornu II a été sauvé in extremis de la censure jeudi 16 octobre, la question de l'instabilité politique en France bat son plein. Pour comprendre comment cette situation affecte les investisseurs nous leur avons posé cette question :

L'instabilité politique en France vous pousse-t-elle à vous éloigner du marché financier français ?

Trois sélectionneurs de fonds se sont prêtés au jeu, nous vous dévoilons leurs réponses dans les slides qui suivent.

2 de 4



[Youssef Barouki](#)

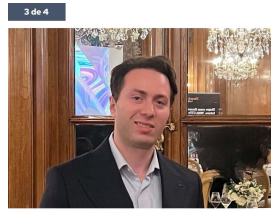
Gérant, Auris Gestion

Nous restons extrêmement prudents sur la dette souveraine française. Nous excluons toute exposition aux OAT longues et maintenons une duration contenue, afin de limiter le risque de bear steepening, alimenté par une prime de terme en hausse et par un programme d'émissions record (près de 300 milliards d'euros en 2025 contre 285 milliards en 2024, volumes similaires attendus jusqu'en 2027).

Les incertitudes politiques et les récentes dégradations des agences de notation confortent ce positionnement défensif. Le spread OAT-Bund, à 82 pb (91^e centile historique, arrêté au 24 septembre 2025), reflète déjà un niveau de tension élevé dans un contexte budgétaire fragile.

Sur les actions, nous privilégions une approche sélective et prudente. L'exposition aux segments domestiques les plus vulnérables est réduite, au profit de sociétés françaises à revenus diversifiés à l'international.

Nous renforçons parallèlement notre biais défensif en réallouant vers des valeurs de qualité délaissées et en intensifiant la diversification géographique européenne. Le Stoxx Europe 600, dont 83% de la pondération est hors France, offre ainsi un vivier attractif de stock picking pour limiter le risque politique français tout en conservant une exposition équilibrée aux moteurs de croissance européens.

[Visualiser l'article](#)

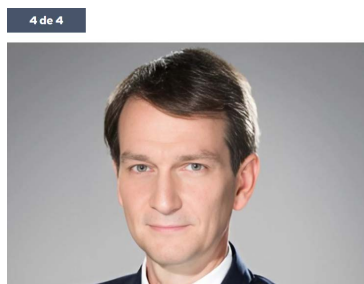
Morgan Zouaoui
CEO, Morgan&Cie Family Office

Ce n'est pas l'instabilité politique en tant que telle qui nous fait réduire notre exposition au marché français, mais ce qu'elle révèle : un État structurellement déficitaire, obèse, rigide, et de plus en plus agressif fiscalement envers les forces productives (entrepreneurs et cadres dirigeants...).

Nous observons une pression croissante sur les investisseurs privés et les entrepreneurs, dans un climat idéologique où la création de valeur est suspecte et la redistribution automatique banalisée. Ce déséquilibre alimente un risque politico-fiscal que nous intégrons pleinement dans nos allocations, et contribue à un exode discret mais réel des capitaux et talents.

En tant que family office international, notre mission est de préserver et structurer le patrimoine de nos clients via des allocations globales, des solutions cross-border solides, et une vigilance accrue sur la sécurité juridique et fiscale. Cela implique souvent une sous-pondération des actifs français, notamment la dette souveraine, au profit de juridictions plus stables et pro-business.

Nous ne quittons pas la France par idéologie, mais par pragmatisme. Le capital ne fuit pas : il s'ajuste à la pression fiscale et à l'attractivité des États. Vivre dans une juridiction, c'est accepter une facturation. Celle de la France apparaît aujourd'hui disproportionnée au regard du service rendu.



Thibault Delahaye
Président Delahaye Capital

Face à l'incertitude politique et économique, de nombreux investisseurs s'éloignent ou réfléchissent à sortir du marché financier français.

A notre sens, il faut distinguer d'une part le marché actions et d'autre part le marché obligataire (souverain). Depuis la dissolution, le spread entre la France et l'Allemagne est passé de 49 points de base à 68 points de base pendant que celui entre l'Italie et l'Allemagne est passée de 127 points de base à 79 points de base. Nous préférons attendre encore quelques mois et une éventuelle éclaircie politique avant de nous repositionner sur la dette française.

Concernant le marché action français, les larges caps réalisant une part modérée de leur activité en France et leur valorisation raisonnable nous semble une bonne opportunité d'investissement. Les petites et moyennes valeurs pâtissent évidemment de l'incertitude politique mais leur valorisation attractive ainsi qu'une dynamique des flux favorables aux small et mid caps européennes nous poussent à renforcer cette classe d'actifs.